

24/08/2021

## Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : hiver 2020

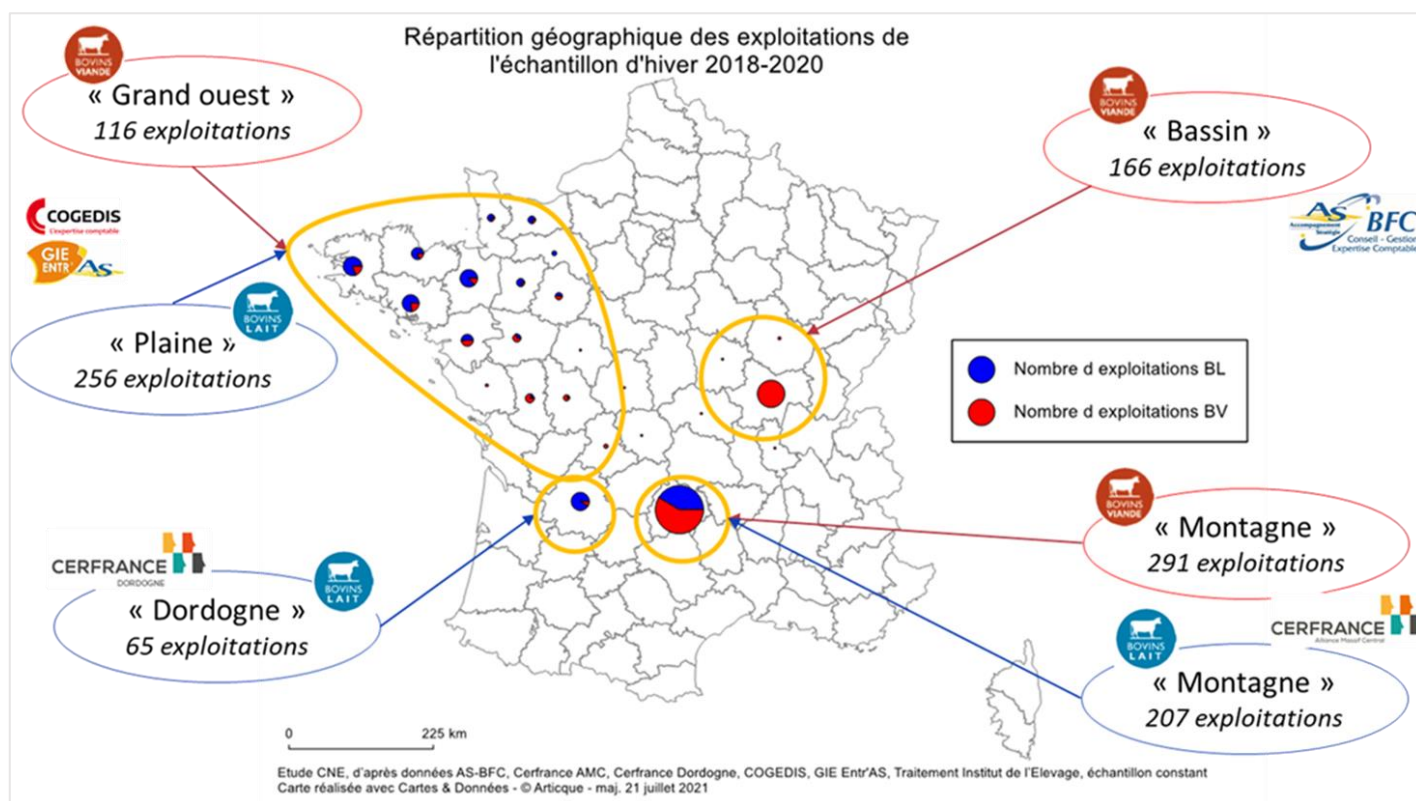
L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

Les élevages sont répartis sur 4 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), la Saône et Loire (en bovins viande, pour le bassin Charolais "historique") et la Dordogne (en bovins lait). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 5 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS.

**Plus de 1100 comptabilités** d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'hiver, suivi entre 2018 et 2020**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.



## SITUATION FINANCIERE DIFFICILE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIERES

Le prix du lait, qui avait connu une hausse entre 2018 et 2019, a été plutôt en retrait en 2020. Ainsi, le produit brut est globalement stable, sauf en Montagne, à la faveur d'une hausse de production.

Ainsi, avec la hausse des charges (alimentaires notamment) dans les exploitations, l'EBE est en baisse, sauf en Montagne.

L'évolution des annuités est contrastée : elles sont en baisse dans le Grand-ouest, permettant ainsi la stabilité du revenu disponible, qui est alors en baisse en Dordogne et en Montagne, zones où les annuités sont respectivement stables et en hausse. Il s'établit en moyenne (toutes zones) à environ 16 000 € annuels par UTH familiale. Ainsi, malgré des prélèvements privés restreints et stables (environ 19 000€ annuels par UTH familiale), il est impossible, quelle que soit la zone, de dégager une marge de sécurité.

Les investissements sont en hausse dans le Grand-ouest et en Dordogne, entièrement financés par les emprunts de long et moyen terme ; ils diminuent en Montagne où une part d'autofinancement subsiste (environ 10%).

La trésorerie nette globale diminue en moyenne, et présente une forte disparité entre les zones, et les dettes court-terme des exploitations laitières restent élevées et en hausse. De plus, les inégalités sont importantes et la situation des exploitations du groupe "TNGneg", qui sont les plus en difficulté, s'aggrave. Ce groupe compte 40% des élevages suivis (toutes zones) et ceux-ci disposent de dettes court-terme près de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations confondues). Leur trésorerie nette globale est d'ailleurs toujours très largement négative et continue de diminuer.

## SITUATION FINANCIERE TOUJOURS AU PLUS BAS POUR LES ELEVAGES ALLAITANTS

Le produit brut et l'EBE des exploitations allaitantes de cet échantillon sont relativement stables, sauf en Montagne où ils augmentent (avec le versement tardif d'aides conjoncturelles des sécheresses précédentes).

Dans le même temps, les annuités évoluent de manière contrastée : elles sont en baisse dans le Grand-ouest ; et elles sont en hausse dans le Bassin Allaitant historique et en Montagne. En conséquence, le revenu disponible connaît une hausse dans le Grand-ouest et en Montagne, mais il poursuit sa baisse dans le Bassin Allaitant. Quelle que soit la zone, le revenu disponible de l'échantillon demeure insuffisant et s'établit à 13 200 € annuels par UTH familiale (en moyenne toutes zones) sans pouvoir couvrir les prélèvements privés pourtant toujours aussi restreints (13 700 €/UTH).

Dans l'échantillon, les investissements sont en hausse dans le Bassin Allaitant, mais ils diminuent dans le Grand-ouest et en Montagne. Dans le Grand-Ouest, ils sont encore exclusivement financés par des emprunts, avec encore une part de refinancement de trésorerie par des emprunts long et moyen termes.

Par ailleurs, la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») représente toujours autour de 16 % des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-ouest (29%, en baisse).

Leur situation financière reste sévère : leurs dettes court-terme sont plus de 2,3 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations) et augmentent encore. Comme pour tous les élevages, mais avec des effets encore plus sévères sans doute, l'accumulation des sécheresses de 2018, 2019, et 2020, sur la zone Bourgogne - Massif-Central ne sera pas sans conséquences techniques, économiques et financières pour ces exploitations dans les mois et années à venir.

Pour tous les élevages, la hausse des prix des matières premières, alimentaires, mais aussi énergétiques et d'acier par exemple, au printemps 2021 aura également des impacts sur la trésorerie à venir.